



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

Trente-troisième session

Lodz (Pologne), 10-13 mai 2022

**Vers des systèmes agroalimentaires porteurs de transformation en Europe
et en Asie centrale – Mesures régionales à l'appui de la mise en œuvre
du Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO**

Résumé

Le présent document d'information contient un résumé des questions prioritaires auxquelles la région Europe et Asie centrale doit répondre pour atteindre l'équilibre optimal nécessaire entre les systèmes agroalimentaires, d'une part, et l'environnement et les ressources naturelles, d'autre part; promouvoir une alimentation saine; et accorder une place centrale aux consommateurs et faire en sorte que ces derniers aient voix au chapitre. En outre, le document met en lumière la façon dont le principe garantissant que nul ne soit laissé de côté devrait être intégré dans les actions visant à transformer les systèmes agroalimentaires, et il rend compte des principales interventions menées dans la région afin de progresser vers des systèmes agroalimentaires durables qui concilient les dimensions économique, environnementale et sociale.

Le présent document contient des réflexions sur les facteurs et les cadres qui favorisent la transformation des systèmes agroalimentaires, notamment la suite donnée au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires au moyen de concertations et de feuilles de route nationales, ainsi que les engagements de la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26). La nécessité de continuer à s'attaquer aux difficultés persistantes (malnutrition, dégradation des ressources naturelles, inégalités et résilience) y est soulignée, et la mise en conformité avec le Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO (FAO, 2021c) ainsi que l'utilité de ce dernier pour répondre à ces priorités y sont examinées.

En outre, le document rend compte des efforts accomplis dans la région et attire l'attention sur les engagements visant à améliorer la communication entre les ministères compétents et les parties prenantes, à décloisonner les activités, à assurer la cohérence des politiques, ainsi qu'à accroître les interactions et la coordination entre les gouvernements, le secteur privé, le milieu universitaire, la société civile et les populations locales.

Suite que la Conférence régionale est invitée à donner

La Conférence régionale est invitée à exhorter les Membres à prendre les mesures suivantes:

- affirmer l'importance cruciale d'agir en coordination et d'investir dans les technologies, l'innovation, les données et les compléments (gouvernance, capital humain et institutions) afin de rendre les systèmes agroalimentaires plus durables, en vue de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030);
- continuer de faciliter la coopération entre les diverses parties prenantes et entre les secteurs afin de donner suite aux conclusions du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, et s'engager à apporter leur soutien aux actions à l'échelle nationale, régionale et locale, y compris à la mise en œuvre des feuilles de route nationales;
- travailler main dans la main à la résolution des difficultés communes touchant aux systèmes agroalimentaires dans la région, notamment à l'aide de plateformes et d'instruments multilatéraux;
- continuer de recueillir et de partager des données et des éléments concrets afin d'éclairer les décisions et les mesures relatives aux politiques;
- mesurer l'efficacité des systèmes agroalimentaires à l'aide de cibles et de résultats en matière de durabilité;
- accroître la résilience grâce à l'investissement dans les exploitations de petite taille et familiales, et à la mise à niveau des systèmes agroalimentaires de façon à ce que ces derniers soient mieux à même de parer à toute éventualité, plus adaptables et plus autonomes;
- s'engager à axer les interventions durables dans le domaine agroalimentaire sur la fourniture d'une alimentation saine, notamment par un changement des modes de production dans un souci d'accroître la disponibilité d'aliments d'origine végétale, tout en veillant attentivement à faciliter la transition nutritionnelle;
- travailler de façon intersectorielle afin d'offrir aux consommateurs un meilleur environnement alimentaire qui leur permette de choisir des denrées nutritives et de prendre des décisions éclairées s'agissant de leur alimentation;
- promouvoir des systèmes agroalimentaires durables à l'aide de solutions fondées sur la nature et de mesures de verdissement du secteur, notamment des investissements responsables, l'agroécologie, la bioéconomie, ainsi que l'atténuation des effets du changement climatique et l'adaptation à ce dernier;
- partager les expériences fructueuses et les meilleures pratiques qui se sont avérées essentielles pour veiller à ce que l'évolution des systèmes agroalimentaires contribue à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD);
- améliorer la viabilité sociale et favoriser l'inclusion au sein des systèmes agroalimentaires à l'aide de stratégies assurant une juste représentation des sexes et des générations, afin de garantir des moyens d'existence durables et équitables dans le secteur agroalimentaire.

La Conférence régionale est invitée à demander à la FAO de prendre les mesures suivantes:

- continuer d'assister les Membres dans la mise en œuvre efficace du programme de transformation des systèmes alimentaires, y compris des accélérateurs visant à progresser plus rapidement et à optimiser les perspectives de contribution à la réalisation des ODD;
- aider les Membres et les acteurs des systèmes agroalimentaires à mettre en œuvre le Cadre stratégique 2022-2031, à répondre aux quatre priorités régionales et à mettre l'accent sur les accélérateurs, les thèmes transversaux et les stratégies et initiatives de l'Organisation;

- faciliter le suivi du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, en s'attaquant aux difficultés communes dans la région et en aidant les pays à mettre en œuvre leurs feuilles de route nationales, avec le concours du Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, basé à Rome, et des mécanismes régionaux pertinents;
- continuer de collaborer avec les autres partenaires du système des Nations Unies dans le cadre de la coalition thématique régionale sur les systèmes alimentaires durables, à l'appui des actions régionales et nationales.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser au

Secrétariat de la Conférence régionale pour l'Europe

ERC-ECA-Secretariat@fao.org

I. Introduction

1. À l'occasion de la trente-deuxième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe (FAO, 2020a), les Membres ont affirmé l'importance de disposer de systèmes agroalimentaires durables et globaux (FAO, 2021a)¹, mettant en lumière la nécessité de réduire les inégalités, d'autonomiser les groupes vulnérables et marginalisés et de garantir à tous une alimentation saine et abordable, dans l'esprit des piliers du développement durable (économique, social et environnemental). Par la suite, la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26), la Convention sur la diversité biologique (CDB, COP15), le Sommet Nutrition pour la croissance et le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (dont les concertations des États Membres et les feuilles de route nationales) ont été le cadre d'importantes initiatives et discussions à l'échelle mondiale². La pandémie de covid-19, tout comme le conflit en Ukraine et ses effets sur la sécurité alimentaire à l'échelle régionale et mondiale (FAO, 2022g), ont mis en exergue l'utilité des engagements stratégiques visant à renforcer la résilience des systèmes agroalimentaires.

2. Forts des engagements pris et de la dynamique suscitée, les pays de la région Europe et Asie centrale mettent en œuvre des politiques et des mesures ambitieuses qui transforment les systèmes alimentaires dans leur ensemble (HLPE, 2017)³.

3. Dans l'objectif principal de faciliter les discussions et les actions au cours de ce processus de transformation, le présent document traite des difficultés communes et des questions relatives à la durabilité auxquelles il faut répondre dans ce cadre. Il recense les instruments de politique approuvés et les facteurs de changement, éléments précieux et efficaces qui étayent les travaux considérables actuellement menés par les gouvernements et les parties prenantes en vue de transformer les systèmes agroalimentaires. En outre, le document d'information décrit les principales initiatives et l'utilité du Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO, l'accent étant mis sur le renforcement des partenariats avec les Membres afin de les aider à mettre en œuvre leur programme de transformation pour des systèmes agroalimentaires plus durables.

4. La section II fait état des besoins relatifs à la transformation des systèmes agroalimentaires dans la région Europe et Asie centrale et résume les questions prioritaires auxquelles les pays doivent répondre afin de mieux concilier les dimensions économique, environnementale et sociale. La section III traite de mesures concrètes en matière de durabilité qui peuvent répondre aux priorités régionales et nationales dégagées lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, conformément aux pistes d'action. Enfin, la section IV contient des recommandations adressées aux Membres et à la FAO.

¹ Le système agroalimentaire couvre le cheminement des produits alimentaires de la ferme à la table – y compris lorsque ces produits ont été cultivés, pêchés, récoltés, transformés, conditionnés, transportés, distribués, échangés, achetés, préparés, consommés ou éliminés. Il englobe également les produits non alimentaires qui constituent aussi des moyens d'existence, et toutes les personnes, activités, investissements et choix qui jouent un rôle le long de la chaîne qui nous permet d'obtenir ces produits alimentaires et agricoles.

² Les feuilles de route élaborées dans le cadre du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires constituent une mine d'information sur des mesures novatrices et des solutions structurelles qui permettent de transformer les systèmes alimentaires. Au 8 mars 2022, les 24 pays suivants avaient publié leur feuille de route: Albanie, Allemagne, Arménie, Azerbaïdjan, Danemark, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, Géorgie, Irlande, Israël, Italie, Kazakhstan, Kirghizstan, Lettonie, Ouzbékistan, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Turquie et Ukraine. Pour en savoir plus, voir: <https://summitdialogues.org/fr/aperçu/concertations-des-etats-membres/convenors/>.

³ L'expression «système alimentaire» englobe « l'ensemble des éléments (environnement, individus, apports, processus, infrastructures, institutions, etc.) et des activités liés à la production, à la transformation, à la distribution, à la préparation et à la consommation des denrées alimentaires, ainsi que du résultat de ces activités, notamment sur les plans socioéconomique et environnemental».

II. Programme de transformation des systèmes agroalimentaires dans la région Europe et Asie centrale: contexte, enjeux et facteurs de changement

5. La région Europe et Asie centrale compte 54 pays à revenu élevé et intermédiaire pour une population totale de 921 millions de personnes, dont un tiers vit dans des zones rurales, d'après les données fournies par la Banque mondiale (World Bank, 2020). Au cours des dernières décennies, les systèmes agroalimentaires de la région sont parvenus à assurer des niveaux élevés de sécurité alimentaire et ils ont été constamment améliorés de façon à répondre aux prescriptions en matière de sécurité sanitaire des aliments et à offrir aux consommateurs un large choix de denrées alimentaires. D'un bout à l'autre de la région, les systèmes agroalimentaires demeurent variés et sont plus ou moins développés, en raison de différentes réalités structurelles et politiques (stade de développement, ressources naturelles et caractéristiques structurelles). Le processus de transformation visant à rendre les systèmes alimentaires plus durables et inclusifs, l'adoption d'approches tenant compte de la nutrition et le développement des zones rurales ne comportent pas les mêmes enjeux pour tous les pays. Si l'agriculture reste essentielle pour les moyens d'existence et les revenus des populations rurales dans la région, la part de produit intérieur brut (PIB) varie considérablement (FAO, forthcoming) et les petites exploitations familiales (FAO, 2020b) sont généralement la structure agricole qui prédomine dans de nombreux pays.

6. La transformation du secteur agroalimentaire a toujours été principalement axée sur la production. Aujourd'hui, la question plus large de la durabilité est de plus en plus prise en compte dans un souci d'équilibrer le poids des dimensions environnementale, sociale et économique. Malgré les progrès accomplis, le décalage entre les politiques agroalimentaires sur le papier et dans la pratique doit encore être réduit, afin de tirer pleinement profit des possibilités d'amélioration de la durabilité, en particulier pour ce qui est de la nutrition, du climat, des ressources naturelles, de l'égalité des moyens d'existence et de la résilience.

7. Il est essentiel de procéder à une évaluation approfondie des conséquences de la guerre en Ukraine et de prendre des mesures d'atténuation. Le conflit et les sanctions mettent en péril la sécurité de la production alimentaire et du commerce. Parmi les questions qui se posent spécifiquement en Ukraine (FAO, 2022b) figurent: l'état de la sécurité alimentaire; la disponibilité des ressources à l'orée de la période des semis printaniers (semences, engrais, pesticides, matériel et carburant); les activités de production de viande et la gestion des cheptels vifs et de la lutte contre les maladies (approvisionnement en aliments et en médicaments pour animaux); et les incertitudes vis-à-vis des activités agricoles et de la capacité d'assurer la récolte actuelle. Les dégâts causés aux infrastructures ont perturbé les chaînes d'approvisionnement et de commercialisation. Le risque de peste porcine africaine a augmenté⁴ et de nouvelles menaces pesant sur la sécurité alimentaire, la nutrition, les ressources naturelles et l'inclusion sociale sont apparues et se répandent en Europe et en Asie centrale et dans d'autres régions. L'augmentation des prix des denrées alimentaires et du carburant, la perturbation de l'approvisionnement et du commerce des produits alimentaires et agricoles (par exemple: céréales, engrais et aliments pour animaux), ainsi que la hausse du taux de pauvreté due au ralentissement général de l'économie ne sont que quelques exemples des défis qui attendent des décisions sur le plan politique. La communauté internationale doit assurer un suivi continu et attentif des conséquences du conflit. Les pays qui dépendent des importations de denrées alimentaires de Fédération de Russie et d'Ukraine peuvent accroître leur résilience et leur autonomie par la diversification de leur base de production nationale, et il faudrait éviter les restrictions à l'exportation (FAO, 2022g). (FAO, 2022g).

⁴ Les feuilles de route nationales définies par les États membres dans le cadre du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires sont une grande source d'informations sur les mesures phares et les solutions systémiques visant à transformer les systèmes alimentaires (<https://summitdialogues.org/fr/aperçu/concertations-des-etats-membres/convenors/>). Au 8 mars 2022, 24 pays avaient publié leur feuille de route nationale: l'Albanie, l'Allemagne, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Danemark, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande, la Géorgie, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Lettonie, l'Ouzbékistan, la Pologne, la Serbie, la Suède, la Suisse, le Tadjikistan, la Turquie, l'Ukraine et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

8. Les ambitions et les préconisations du Cadre stratégique de la FAO peuvent aider les Membres à progresser vers leurs objectifs en matière de transformation des systèmes agroalimentaires afin de remédier aux difficultés actuelles à l'aide d'un tissu politique coordonné et cohérent axé sur le développement durable et qui ne laisse personne de côté. Les travaux de la FAO visant à rendre les systèmes agroalimentaires plus durables contribuent aussi plus largement aux ODD. L'ODD 1, l'ODD 2 et l'ODD 10 sont les trois grands objectifs directeurs du Cadre stratégique de la FAO, conçu pour aider les Membres à favoriser l'amélioration de la production, l'amélioration de la nutrition, l'amélioration de l'environnement et l'amélioration des conditions de vie.

2.1 *Amélioration de la production*

9. L'amélioration de la production dans la région Europe et Asie centrale (FAO, 2021e) s'impose afin d'accroître la sécurité alimentaire et la nutrition en saisissant les occasions et en relevant les défis (FAO, 2022c). Les facteurs de production varient d'un pays à l'autre mais, aux fins de la transition agroalimentaire, la modernisation, la valorisation, la durabilité environnementale et la dimension sociale constituent des objectifs communs à tous les pays, du producteur au consommateur. Certains obstacles nuisent à la capacité de production, notamment la proportion des marchés non structurés ainsi que la sous-utilisation, le morcellement des terres, les dysfonctionnements des marchés fonciers agricoles ou encore le manque d'accès aux terres, à l'eau, aux compétences, aux technologies, à la finance et aux infrastructures. Les exploitations de petite taille et familiales sont à la base des systèmes agroalimentaires dans la plupart des pays de la région, sachant qu'un grand nombre d'exploitations (jusqu'à 99 pour cent parfois) s'étendent sur moins de cinq hectares (FAO, 2019a). L'amélioration de la productivité de ces petites exploitations peut permettre de relever un large éventail de défis en matière de développement durable (FAO, 2020c). L'inefficacité et l'insuffisance d'une infrastructure de la chaîne d'approvisionnement, qui peut se traduire par un manque de connectivité interne entre les étapes, notamment l'absence de liens entre la distribution et le marché, peut donner lieu à des pratiques inappropriées au regard de la sécurité sanitaire des aliments, de l'hygiène et de l'élevage des animaux, et occasionner des pertes et gaspillages de nourriture (OECD, 2021)⁵. L'incapacité d'accéder aux marchés nationaux et internationaux, surtout pour les petits exploitants, est un autre signe d'une infrastructure défaillante.

10. Les chaînes d'approvisionnement de denrées alimentaires et de produits agricoles transfrontières offrent des avantages stratégiques à l'échelle régionale et peuvent être consolidées. Les parties prenantes en milieu rural et urbain bénéficieraient aussi du renforcement de chaînes de valeur courtes qui tiennent compte de considérations liées à la nutrition. Les contraintes imposées par la pandémie de covid-19 ont révélé le potentiel d'amélioration de la production et des initiatives de soutien connexes (dont l'exploitation des financements publics et privés) pour aider à ouvrir la voie à la transformation des chaînes d'approvisionnement agroalimentaires régionales.

2.2 *Amélioration de la nutrition*

11. Dans la région, la question de la nutrition continue de progresser et certains pays sont en passe d'atteindre les cibles des ODD pour 2025 et 2030 concernant le retard de croissance chez l'enfant. En revanche, on constate une augmentation de la prévalence de la surcharge pondérale chez l'enfant et de l'obésité chez l'adulte, et le problème de la carence en fer chez les femmes âgées de 15 à 49 ans n'est pas près d'être résolu (FAO *et al.*, 2021). En outre, le nombre de cas de sous-alimentation a légèrement augmenté (2019-2020) dans le Caucase, en Asie centrale et dans les États des Balkans occidentaux. Le taux d'allaitement au sein exclusif pendant les six premiers mois de vie est inférieur à la moyenne mondiale, même si la région progresse dans la réduction de diverses formes de malnutrition. La consommation moyenne globale de viande rouge et de lait dépasse les niveaux indiqués dans les normes relatives aux apports optimaux⁶, et le coût d'une alimentation saine est relativement plus élevé (environ cinq fois supérieur au coût d'une alimentation suffisamment

⁵ D'après l'[Organisation de coopération et de développement économiques](#) (OCDE), les pertes de produits alimentaires représentent 14 pour cent de la production totale mondiale, tandis que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) fait état de 931 millions de tonnes de pertes vivrières en 2019, dans son [rapport 2021 sur l'indice du gaspillage alimentaire](#).

⁶ La consommation d'aliments d'origine animale dans la région est supérieure à la moyenne mondiale, sachant qu'elle est plus du double de la moyenne mondiale dans l'Union européenne.

énergétique et 1,6 fois supérieur au coût d'une alimentation adaptée sur le plan nutritionnel). Malgré l'augmentation, au fil des quinze dernières années, de la quantité d'aliments d'origine végétale disponibles par habitant dans 15 pays de la région⁷, les quantités de fruits et de légumineuses disponibles (et donc leurs bienfaits respectifs sur le plan sanitaire, nutritionnel, environnemental et économique) reste inégales.

12. Il faut avant tout investir dans la sécurité sanitaire des aliments à l'aide de politiques efficaces et de méthodes de contrôle préventif par les acteurs de la filière alimentaire, afin de protéger la santé des consommateurs et d'améliorer la nutrition. En outre, il est fondamental de bâtir un «environnement alimentaire favorable» où les consommateurs peuvent accéder à des aliments nutritifs et variés à des prix abordables et où il ne subsiste aucun désert alimentaire (Beaumont *et al.*, 1995)⁸. Pendant le processus de transformation vers des systèmes alimentaires plus durables, les mesures (dont les financements) qui visent à favoriser une alimentation saine abordable et à améliorer la nutrition pour tous devraient être élevées au rang de priorité (Issue-based Coalition on Sustainable Food Systems, 2021)⁹. Il est à prévoir que le conflit en Ukraine aura des effets considérables sur la sécurité alimentaire dans la région.

2.3 Amélioration de l'environnement

13. La COP26 et le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires ont attiré l'attention du monde entier sur la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles, ainsi que sur notre façon de produire, d'utiliser ou de consommer les aliments. La protection des ressources naturelles à l'aide de solutions fondées sur la nature (FAO, 2021d; Global Program on Nature-Based Solutions for Climate Resilience, 2022), de l'agroécologie (FAO, 2020d) et de l'agriculture résiliente face au changement climatique (FAO, 2021b) favorise la transformation des systèmes agroalimentaires dans la région Europe et Asie centrale. Des solutions globales s'imposent afin d'atténuer la perte et la destruction des habitats de la faune et de la flore sauvages ou d'autre capital naturel (notamment les sols et l'eau), résultat de la conversion des terres, de la pollution due à l'utilisation de produits agrochimiques ou d'écoulements de terrains agricoles.

14. De telles solutions peuvent aussi aider à infléchir les tendances climatiques préoccupantes (par exemple les inondations sans précédent en Europe occidentale, la sécheresse au Kazakhstan, les feux de forêt en Grèce et en Turquie) qui troublent les systèmes agroalimentaires. Il est essentiel de mettre au point des modèles agricoles globaux, verts et résilients face au changement climatique, sachant que les produits de l'élevage (en particulier l'élevage bovin et ovin) enregistrent des émissions plus importantes que la plupart des cultures vivrières (UNDP, 2021). La COP26 a insisté sur l'urgence d'adopter des solutions agroalimentaires écologiques qui nous aideront à atteindre les cibles mondiales de réduction des émissions de gaz à effet de serre (UNEP, 2021) de 55 pour cent et de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C. En l'absence d'action pour le climat, la Banque mondiale (World Bank, 2022a) estime que les dégâts économiques découlant des sécheresses et des inondations en Asie centrale représenteront jusqu'à 1,3 pour cent du PIB annuel, tandis que les rendements agricoles baisseront de 30 pour cent d'ici à 2050. Dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe, des propositions ambitieuses en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre ont été présentées dans le paquet «Ajustement à l'objectif 55», qui contient notamment de nouveaux mécanismes de tarification, des objectifs, des normes et des mesures de soutien (European Commission, 2022a). Elles aideront les pays de l'Union européenne (UE) à réduire les risques de grande ampleur découlant de conditions climatiques extrêmes dont le coût global est estimé à 170 milliards d'euros dans l'UE d'ici à la fin du

⁷ Les 15 pays dont il est question ici sont les suivants: Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Macédoine du Nord, Monténégro, Ouzbékistan, République de Moldova, Serbie, Tadjikistan et Turkménistan.

⁸ On parle de «déserts alimentaires» lorsque des communautés peuvent difficilement accéder à des aliments sains et abordables et/ou lorsque la proportion élevée d'établissements de restauration rapide est un facteur préoccupant.

⁹ La coalition thématique sur les systèmes alimentaires durables est une plateforme régionale des Nations Unies à laquelle participent la FAO, l'Organisation mondiale de la Santé, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme alimentaire mondial, la Commission économique pour l'Europe, l'Organisation météorologique mondiale, le PNUD et le Fonds international de développement agricole. Pour en savoir plus, voir: <https://unece.org/issue-based-coalition-sustainable-food-systems>.

siècle (World Bank, 2022a). L'augmentation du prix de l'énergie, la nécessité de trouver d'autres sources de carburant et la crise économique à prévoir dans le contexte de la guerre en Ukraine pourraient ralentir la réalisation de la cible ambitieuse en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

2.4 Amélioration des conditions de vie

15. La transformation durable des systèmes agroalimentaires suppose de parer à la pauvreté et aux inégalités sans laisser personne de côté. Il est possible d'utiliser les systèmes agroalimentaires comme vecteurs de changement en opposition aux paradigmes de la pauvreté et en vue d'améliorer les moyens d'existence pour tous. D'importants obstacles subsistent pour ce qui est de l'accès aux informations, aux services et aux finances, ce qui nuit directement à l'efficacité de l'agriculture et alimente le cycle de la pauvreté. Les exploitants agricoles devraient percevoir une rémunération juste contre la fourniture de biens publics, d'autant plus lorsqu'ils consacrent du temps et des ressources à la mise en œuvre de pratiques permettant d'améliorer la qualité nutritionnelle et la sécurité sanitaire des produits agricoles, le piégeage du carbone, la protection de la biodiversité et la bioéconomie (FAO, 2015). Malgré l'amélioration des conditions d'emploi dans le secteur agroalimentaire (par exemple: la conditionnalité sociale nouvellement instaurée pour les pays de l'UE dans le cadre de la politique agricole commune – European Commission, 2021b) et l'élimination du travail forcé dans les autres pays (ILO, 2021)), la demande d'emplois décents n'a pas faibli dans la région, qui souffre encore de fractures numériques. En outre, il est essentiel d'accroître la résilience des systèmes afin d'améliorer les moyens d'existence et de réduire les inégalités à l'aide de politiques, de stratégies, de programmes et de cadres juridiques favorisant une transformation rurale inclusive qui a des répercussions plus larges sur les moyens d'existence de toute la communauté rurale, en plus de ceux des petits exploitants. La lutte contre la pauvreté nécessite d'analyser les chocs qui ont récemment touché le secteur agroalimentaire dans la région, notamment les conséquences de la pandémie de covid-19 (World Bank, 2022b)¹⁰ et le conflit en Ukraine (Kazatchkine, 2022).

16. Les évaluations de la parité femmes-hommes par pays réalisées par la FAO (FAO, 2022f) ont mis en lumière la nécessité d'adopter des politiques porteuses de transformation en matière de genre qui s'attaquent aux causes profondes des inégalités. Les femmes jouent un rôle essentiel dans les systèmes agroalimentaires, en tant que productrices d'aliments, consommatrices et salariées impliquées dans les échanges liés à la transformation et dans de petites entreprises, mais occupent souvent un emploi informel, non rémunéré ou mal rémunéré. Les femmes peuvent aussi être désavantagées pour ce qui est de l'accès à la terre, à la propriété des exploitations agricoles, aux intrants, au contrôle des ressources, aux services de conseil et d'information, aux services financiers et aux crédits, ainsi qu'à l'éducation et aux formations. L'amélioration des infrastructures et des services peut contribuer à transformer la qualité de vie des femmes et de leur famille dans les zones rurales et à leur assurer des moyens d'existence durables (FAO, 2020e). Le manque de techniques à l'échelle territoriale dans les plans d'aménagement de l'espace rural ou dans les politiques agroalimentaires peut faire obstacle à ces résultats (FAO, 2021f). Pour une transformation des zones rurales plus efficace, il faudrait donc se fonder sur les piliers que sont l'égalité, le numérique et la résilience.

III. Mesures prioritaires pour remédier aux difficultés relatives aux systèmes agroalimentaires dans la région et pour traduire la vision stratégique en action concrète

17. Les paragraphes qui suivent traitent des possibles mesures concrètes en matière de durabilité qui tiennent compte des nouvelles priorités régionales et nationales découlant du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et de la mise en œuvre du programme de travail de la FAO en 2020-2021. L'accent est mis sur le rôle et l'utilité des accélérateurs du Cadre stratégique de la FAO¹¹,

¹⁰ D'après les évaluations de la Banque mondiale dans le contexte de la pandémie, 4,3 millions de personnes supplémentaires auraient basculé dans la pauvreté dans la région Europe et Asie centrale (seuil de pauvreté: 5,50 USD/jour).

¹¹ Les quatre accélérateurs sont les suivants: technologies, innovation (notamment dans le domaine du numérique), données (y compris les mégadonnées) et compléments (capital humain, gouvernance et institutions).

ainsi que des thèmes transversaux «égalité hommes-femmes», «jeunes» et «inclusion». Les engagements de la COP26 axent les priorités en matière d'écologie et fournissent des moyens de coopération multisectorielle entre le secteur public, le secteur privé, le milieu universitaire et la société civile, moyens qui sont mis en place dans les feuilles de route nationales élaborées dans le cadre du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires afin d'établir un lien entre les mesures nationales relatives à la nutrition, à la santé, au climat et à l'alimentation.

3.1 Amélioration de la production: accroître la résilience face aux vulnérabilités, aux chocs et aux situations de stress

18. La pandémie de covid-19 et la guerre en Ukraine offrent une occasion historique de reconstruire en mieux à l'aide de nouvelles solutions en matière de durabilité et en mettant l'accent sur le renforcement de la résilience. L'innovation, les technologies, les données et les compléments peuvent accélérer les contributions aux ODD qui n'excluent personne, tout en améliorant la production et la résilience en cas de crise (pandémies, changement climatique, conflits, entre autres) grâce à des systèmes agroalimentaires plus solides, mieux à même de parer à toute éventualité, adaptables et autonomes.

19. Les feuilles de route nationales élaborées dans le cadre du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires constituent d'importants points de départ en vue d'accélérer les mesures visant à améliorer la durabilité. En tant que vecteurs de politiques, elles devraient être intégrées aux grandes stratégies sectorielles et aux plans de développement durable. Par exemple, la résilience est un élément prioritaire dans les feuilles de route élaborées par l'Italie (UNFSS, 2021c) et la Serbie (UNFSS, 2021a). Les résultats d'une étude de 2022 portant sur les incidences de la pandémie de covid-19 sur les systèmes agroalimentaires des États des Balkans occidentaux (FAO, 2022d) encouragent à accroître la résilience par l'amélioration de la production et la stimulation de la croissance économique, tout en réduisant la dépendance aux importations de denrées alimentaires. Les mesures de relance économique après la pandémie de covid-19 en Asie centrale et dans le Caucase favorisent les produits transformés à forte valeur qui se conservent longtemps tout en assurant la conformité aux normes internationales de sécurité sanitaire. L'innovation et les technologies sont des éléments importants pour améliorer l'efficacité des chaînes de valeur, notamment un meilleur accès aux marchés, la diversification des échanges et l'augmentation de la valeur ajoutée. En outre, l'amélioration de la biosécurité grâce à l'approche «Une seule santé» favorise la résilience dans l'ensemble du système agroalimentaire.

20. Les stratégies territoriales³⁵ peuvent également favoriser la résilience et produire d'autres avantages, car elles permettent de recourir à des mécanismes de coordination multisectoriels afin de bâtir des systèmes agroalimentaires adaptés à une communauté et une région spécifique. Les techniques territoriales et la mise en œuvre suivant une stratégie ascendante peuvent aussi être appliquées par les organes consultatifs en matière agricole et les groupes communautaires, entre autres. Les avantages qu'offrent des services d'information efficaces sur la résilience sont mis en évidence dans la feuille de route élaborée par le Kazakhstan, entre autres (UNFSS, 2021b).

21. La transformation des systèmes agroalimentaires de la région permet de faire évoluer ces systèmes et de les décroquer, afin de tirer parti des synergies pour obtenir des solutions plus intégrées et plus efficaces. Cela peut ouvrir la voie à des approches plus globales s'agissant de mesurer l'efficacité des transformations des systèmes agroalimentaires du point de vue de la production, de la nutrition, de l'environnement et des moyens d'existence. Les sciences appliquées et les connaissances peuvent accélérer ces changements dans le suivi et l'évaluation grâce à la redistribution des coûts et des avantages publics le long des chaînes du système agroalimentaire pendant la phase de planification de la résilience. Une bonne résilience à long terme dépendra d'investissements responsables à court et à moyen terme (CFS, 2014) à l'aide d'instruments financiers simplifiés et cohésifs qui tirent profit d'une grande partie des fonds versés par des investisseurs privés à des fins d'utilité publique. La garantie de financement InvestEU (European Commission, 2022b) constitue un bel exemple à l'échelle internationale grâce à sa capacité innovante d'apporter de nouvelles réponses à des problèmes existant en exploitant davantage les fonds publics (370 milliards d'euros) et en rendant les investissements plus abordables pour tous.

3.2 Amélioration de la nutrition: nourrir toutes les populations

22. La nutrition est un thème récurrent dans les feuilles de route nationales (UNFSS, 2022): par exemple, l'Arménie reconnaît le rôle de cet élément dans le renforcement de la résilience face aux chocs, et la Fédération de Russie élève la réduction de toutes les formes de malnutrition au rang de priorité. Dans sa feuille de route, la Finlande attire l'attention sur la question de la cohérence des politiques non cloisonnées à l'aide de son Conseil national de la nutrition, tandis que le Kirghizistan encourage les synergies entre les parties prenantes pour une consommation alimentaire saine.

23. Le fait d'axer la transformation des systèmes agroalimentaires sur l'amélioration des résultats en matière de nutrition contribue à la viabilité sociale et environnementale (FAO, 2022c). Une alimentation saine et durable (FAO and WHO, 2019), le changement des comportements des consommateurs et les innovations agroalimentaires peuvent permettre de relever le double défi que représentent la nutrition et du climat. Les schémas de consommation devraient tendre vers une hausse de la consommation d'aliments à faible teneur en matière grasse et d'aliments d'origine végétale et une baisse de la consommation d'aliments d'origine animale, pour des raisons de santé (surtout pour réduire les cas de surpoids et d'obésité ainsi que le risque de maladies non transmissibles), mais aussi pour réduire l'exploitation des ressources ainsi que les émissions de gaz à effet de serre qui accentuent le changement climatique. Parmi l'ensemble de politiques et de mesures concrètes disponibles figurent les directives volontaires du Comité de la sécurité alimentaire mondiale sur les systèmes alimentaires et la nutrition (CFS, 2021), ainsi que les recommandations nutritionnelles nationales fondées sur le choix des aliments (FAO, 2016a). Des cadres soutiennent aussi ces efforts, notamment la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, le cadre d'action de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (FAO and WHO, 2014) et les promesses du Sommet Nutrition pour la croissance.

24. L'amélioration de la nutrition peut aussi passer par une solution innovante, à savoir la promotion de la consommation d'aliments sains à l'école et dans d'autres établissements publics. L'éducation nutritionnelle et l'initiation à l'alimentation éclairent les choix, les comportements et les habitudes alimentaires des consommateurs, ce qui contribue aussi à l'amélioration de la nutrition et à la réduction des pertes et gaspillages de nourriture. La sensibilisation des consommateurs engendre une demande d'aliments issus de sources durables, qui peut favoriser le commerce équitable, les conditions de travail décentes pour les producteurs d'aliments et une consommation respectueuse de l'environnement (achats et déchets).

25. Les choix alimentaires des consommateurs dépendent de la disponibilité alimentaire, de l'accès physique aux aliments, des connaissances personnelles sur les aliments nutritifs et des ressources financières, entre autres (EUFIC, 2006). Il est important de systématiquement prendre en compte la question du genre dans les mesures de façon à reconnaître les rôles distincts des femmes et des hommes s'agissant de la nutrition au sein des familles, et pour garantir que les femmes et les hommes, tout comme les filles et les garçons, tirent profit et disposent des compétences et des connaissances requises pour améliorer leur situation alimentaire et nutritionnelle. La fixation des prix des aliments peut être rééquilibrée grâce à des mesures d'incitation tenant compte de la nutrition (par exemple des subventions à l'intention des consommateurs [Flores and Rivas, 2017]) et à des mesures de dissuasion (par exemple, des sanctions fiscales). Des mesures politiques ciblées peuvent contribuer à créer des environnements alimentaires sains (Djojosoeparto *et al.*, 2021) (par exemple: l'interdiction des acides gras trans dans les aliments transformés et ultratransformés, la fixation et la reformulation d'objectifs obligatoires et/ou volontaires en matière d'alimentation, de composition et de reformulation pour les sucres ajoutés, le sel et les graisses saturées pour différentes catégories de denrées, y compris les plats ultratransformés, et l'application d'une exemption de la taxe sur la valeur ajoutée pour tous les fruits et légumes frais). L'utilisation des nouvelles technologies, l'étiquetage alimentaire et nutritionnel approprié et l'enrichissement des aliments en éléments nutritifs à grande échelle sont autant d'autres moyens d'intervention qui permettent d'assurer une alimentation saine abordable et accessible dans la région. Le fait de donner la priorité aux cibles en matière d'efficacité pour des environnements alimentaires plus propices peut constituer un puissant facteur de changement durable de la consommation, de la production et de la transformation des produits agroalimentaires de base, fondé sur les résultats.

26. Les mécanismes de commerce sans risque, notamment des accords d'échanges officiels, des droits de douane appropriés et une réglementation en matière de sécurité sanitaire des aliments, offrent davantage de possibilités d'amélioration de la nutrition, car ils régissent les disponibilités alimentaires et les prix relatifs. La pandémie de covid-19 met en exergue l'importance cruciale de disposer de politiques de soutien au commerce des denrées alimentaires en temps de crise. Le Réseau d'experts du commerce agricole en Europe et en Asie centrale (FAO, 2022e) constitue une plateforme informelle de taille favorisant les discussions entre les pays participants.

3.3 *Amélioration de l'environnement: favoriser les solutions respectueuses de la nature*

27. Si la région Europe et Asie centrale regorge de ressources naturelles, elle est aussi en proie à la pénurie d'eau, la dégradation des terres, la perte de biodiversité et les effets du changement climatique. Les pratiques agricoles non durables peuvent nuire à l'exploitation efficace des terres et de l'eau. Par exemple, plus de la moitié des terres agricoles d'Asie centrale sont touchées par la rareté de l'eau ou la salinisation, ou sont contaminées par les pesticides (FAO, 2021d). D'après l'Agence européenne pour l'environnement, les eaux souterraines de nombreux pays de l'UE concentrent des taux élevés de nitrate (European Environment Agency, 2021).

28. Les politiques agroalimentaires doivent à la fois permettre une gestion des ressources naturelles durable, responsable et inclusive, lutter contre les effets du changement climatique et réduire au minimum les pertes et les gaspillages de denrées alimentaires. Les feuilles de route nationales élaborées dans le cadre du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires mettent en évidence des stratégies systémiques pour l'amélioration de l'environnement. Par exemple, au Tadjikistan, on retrouve dans l'ensemble du système alimentaire des pratiques respectueuses de l'environnement conformes aux mesures convenues en matière de changement climatique et aux stratégies visant à protéger et à promouvoir la biodiversité. La feuille de route de la Turquie illustre une autre façon de transformer les systèmes alimentaires de façon à offrir une alimentation saine à tous, en veillant à l'atténuation des effets du changement climatique, la préservation de la biodiversité, l'amélioration des chaînes d'approvisionnement alimentaire et la protection des petits exploitants. Dans sa feuille de route, le Danemark met l'accent sur le renforcement de la résilience face aux pertes et gaspillages alimentaires grâce à des partenariats public-privé et à des accords volontaires, outils novateurs pour régler cette question.

29. Pour que les systèmes agroalimentaires assurent une production respectueuse de l'environnement, tous les acteurs doivent bien comprendre et jouer leur rôle s'agissant de la protection des ressources naturelles pour les générations futures. La transformation en vue de systèmes agroalimentaires plus durables suppose de réduire la pollution due aux pesticides, de protéger les cours d'eau, d'élargir les systèmes de production biologique, de promouvoir la bioéconomie et d'éviter les pertes et gaspillages de nourriture, et ce en veillant à la gestion des ressources naturelles afin d'éviter leur épuisement, au moyen de mesures fondées sur des éléments concrets. La mise en œuvre à plus large échelle des approches agroécologiques (IISD, 2018) dans la région peut accélérer le verdissement des systèmes agroalimentaires à l'aide des connaissances scientifiques et économiques qui éclaireront des stratégies respectueuses de la nature (par exemple l'agriculture intelligente face au climat, les solutions fondées sur la nature et la gestion durable des terres). Ces approches contribuent aussi à l'amélioration de la résilience et des moyens d'existence. La réduction des émissions de gaz à effet de serre par l'intensification du boisement, du reboisement et de la protection des écosystèmes agricoles est valorisée. Il est impératif pour les populations, les animaux et les écosystèmes de la région d'encourager et de faciliter l'adoption des approches «Une seule santé» (notamment la lutte contre la résistance aux antimicrobiens). En outre, puisque le secteur de la transformation des produits alimentaires dans la région se situe entre l'offre et la demande, les investissements dans les technologies et les compléments (gouvernance, capital humain et institutions) peuvent améliorer l'efficacité et donner naissance à des modèles de production et de consommation durables sur le plan écologique (par exemple: obligation de suivi et de résultats en matière d'amélioration de la durabilité par les fournisseurs et information des consommateurs à propos des résultats en la matière [OECD, 2021]).

30. Les Membres peuvent aller plus loin en vue de généraliser la production fondée sur des données et respectueuse de la nature dans la région. Il est essentiel d'adopter des approches fondées sur des éléments concrets à l'aide de méthodes, de normes et de cadres, afin d'accélérer la transformation efficace des systèmes agroalimentaires. Les données deviennent alors de «nouvelles terres», base de la prospérité actuelle et point de départ de la croissance future (European Commission, forthcoming). La plateforme technique régionale de la région Europe et Asie centrale (FAO, 2022a) dédiée à l'agriculture verte privilégie l'utilisation des outils numériques afin d'accélérer l'innovation et le partage des connaissances entre les Membres de la FAO. En outre, le pacte vert pour l'Europe (European Commission, 2019) favorise la qualité des données dans 27 pays à l'aide de cadres et d'actions de renforcement des capacités afin de contribuer à accélérer le verdissement des systèmes agroalimentaires dans l'UE. Il joue aussi sur les critères d'adhésion à l'UE et agit sur le verdissement du commerce mondial. Outre la priorité accordée aux interventions fondées sur des éléments concrets, le pacte vert prévoit l'accompagnement des financements à l'appui des secteurs agroalimentaires.

31. L'ensemble de la région Europe et Asie centrale a besoin de financer une production respectueuse de la nature, de façon à ce que les producteurs, les transformateurs et les consommateurs soient incités à offrir des avantages publics à l'appui d'un meilleur environnement et que leurs efforts soient compensés. Il faudrait disposer d'un éventail de solutions de financement pour répondre aux différents besoins en matière de transformation. Les programmes de demande de subventions et d'aides à l'investissement varient en fonction des parties intéressées et de leur situation (milieu urbain ou rural, âge, sexe, etc.). Une bonne politique publique d'aide à l'investissement consiste à tirer parti des possibles retombées positives des investissements du secteur privé sur le secteur public.

3.4 Amélioration des conditions de vie: assurer des moyens d'existence équitables et un travail décent

32. Il est important d'encourager les investissements et de promouvoir les instruments financiers afin de donner aux petits exploitants et aux petits producteurs les moyens d'assurer des chaînes de valeur plus efficaces et plus courtes qui fournissent des aliments nutritifs et salubres, tout en remédiant aux inégalités croissantes entre le milieu rural et le milieu urbain dans la région. Pour assurer des moyens d'existence plus équitables dans un souci de ne laisser personne de côté, il est nécessaire de se pencher sur le danger des mesures bien intentionnées qui ne profitent pas à tous. Par exemple, la transformation des systèmes alimentaires axée sur des objectifs en matière environnementale et nutritionnelle peut se révéler défavorable aux groupes vulnérables (Davis, Lipper and Winters, 2022), qui pourraient voir leur compétitivité et leur pouvoir d'achat baisser en raison des coûts supplémentaires inhérents. Il est essentiel de surmonter les obstacles persistants que rencontrent les petites exploitations et les exploitations familiales, notamment dans l'accès à des données récentes et de qualité, aux services d'information et aux services financiers. Dans le cadre de son Initiative Main dans la main, la FAO s'efforce de faciliter la transformation équitable des systèmes agroalimentaires en misant sur les compléments accélérateurs (par exemple: gouvernance, capital humain et institutions), contrant ainsi les risques d'exclusion de parties intéressées. Pour l'heure, le Tadjikistan est le seul pays de la région qui met en application les systèmes axés sur les données de l'Initiative Main dans la main (FAO, 2019b). Les approches territoriales mentionnées précédemment (FAO, 2021f) peuvent aussi permettre d'améliorer les moyens d'existence, tandis que le renforcement des capacités favorisant la prise de décisions fondées sur des éléments concrets en matière de développement rural peut aider à parvenir à une transformation inclusive et résiliente. Le rapport de synthèse régional sur l'autonomisation des petits agriculteurs et des petites exploitations familiales en Europe et en Asie centrale (FAO, 2020b) contient des recommandations en la matière.

33. L'accessibilité financière aux aliments nutritifs nourrit les paradigmes de la pauvreté. L'amélioration de l'équité peut passer par le renforcement et la généralisation de la comptabilisation du coût réel (Hendriks *et al.*, 2021), mesure novatrice mise en avant dans le cadre du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires afin de redéfinir les valeurs au sein des systèmes alimentaires. Une plus grande accessibilité financière à une alimentation nutritive permettra aux petites exploitations, aux exploitations familiales, aux femmes et aux jeunes d'avoir accès à une vie meilleure et inclusive. L'autonomisation de ces derniers peut aussi être favorisée par le potentiel pouvoir de transformation des progrès numériques. Cette idée a rencontré un vif succès à la

trente-deuxième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe (ITU and FAO, 2021). En effet, les technologies numériques peuvent accélérer la transformation des systèmes alimentaires, entre autres par l'amélioration de l'efficacité le long des chaînes d'approvisionnement alimentaire, l'élargissement de l'accès aux marchés grâce au commerce et à la vente en ligne, la réduction des pertes et gaspillages alimentaires, et l'amélioration de la gestion des eaux.

34. Il est nécessaire de faire progresser l'égalité entre les hommes et les femmes dans la région afin d'en finir avec les éternelles disparités fondées sur le genre qui empêchent les Membres d'avancer. Ce point a été mis en lumière dans un document d'information consacré au sujet, à l'occasion de la dernière session de la Commission européenne d'agriculture (FAO, 2022f). Il y est proposé de renforcer le socle d'éléments probants sur les disparités ainsi que les données sur le genre en ce qui concerne l'agriculture et le développement rural. Il est nécessaire que des politiques et des projets économiques, sociaux et environnementaux ciblés autonomisent les femmes rurales en leur offrant des possibilités variées et viables de création de revenus, d'emploi décent, d'entrepreneuriat et d'inclusion dans les chaînes de valeur, et en réduisant l'écart salarial entre les femmes et les hommes ainsi que la charge de travail non rémunérée des femmes. La boîte à outils de la FAO pour l'emploi rural décent (FAO, 2017) vise à aider les pays à progresser vers la garantie de moyens d'existence équitables. Divisée en modules, elle contient des études de cas, des documents d'orientation et d'autres ressources utiles qui favorisent l'emploi décent pour les groupes prioritaires, dont les jeunes et les femmes. Les Membres devraient continuer d'investir dans les infrastructures physiques et sociales et reconnaître les travaux domestiques et les soins non rémunérés assurés par les femmes, afin d'en réduire la charge. La mise en œuvre de telles recommandations relatives au genre (FAO, 2016b) dans la région Europe et Asie centrale contribuera aussi à long terme à accroître la résilience face aux vulnérabilités, aux chocs et aux situations de stress par l'amélioration de la collaboration, de la participation, des idées et des expériences.

3.5 *Contribuer aux moyens de mise en œuvre*

35. Pour aller de l'avant de façon efficace, les outils de gestion généraux, territoriaux et axés sur les résultats constituent une bonne base. Les processus de transformation des systèmes agroalimentaires permettent de faire évoluer ces systèmes et de les décloisonner. Un mode de réflexion global permet de prendre en compte des engagements éclairés et novateurs dans la région afin de moderniser la façon de mesurer les résultats en matière de production, d'environnement et de moyens d'existence.

36. De solides processus d'élaboration des politiques s'imposent, y compris une gouvernance au niveau local, afin d'éviter les intérêts divergents et de surmonter les différences au regard des valeurs, ce qui permet de renforcer la cohérence des politiques et la coordination entre les initiatives des secteurs public et privé. Les synergies et les équilibres à trouver doivent être compris et évalués. Il faut faire des choix et fixer des priorités de manière à obtenir un large soutien au sein de la société au moyen de plateformes inclusives qui font le pont entre diverses parties prenantes et plusieurs disciplines dans le but de façonner ensemble des systèmes agroalimentaires à l'échelle nationale et locale. Les coûts et les avantages publics peuvent être redistribués le long de la chaîne du système agroalimentaire pendant la phase de planification de la résilience. Une nouvelle façon de penser et d'autres facteurs de changement peuvent, entre autres, aboutir à la hausse de la production d'aliments variés permettant de répondre aux besoins nutritionnels, et ils peuvent contribuer à équilibrer les contraintes qui pèsent sur la production agroalimentaire grâce à des pratiques plus respectueuses de l'environnement qui ont une incidence moindre sur les ressources naturelles.

37. Les objectifs et les orientations à l'échelle nationale peuvent faciliter l'application du cadre de cibles et d'indicateurs en matière de durabilité du Programme 2030, par exemple, au moyen de la promotion de normes durables pouvant être certifiées. La programmation de politiques axées sur les cibles et les résultats repose sur un processus de prise de décisions fondée sur des éléments concrets et contribue aux autres objectifs des Membres en matière de durabilité, notamment aux engagements de la COP26 et aux ambitions dans le domaine de la bioéconomie concernant les plastiques, les sols, l'eau et l'air. Par exemple, il est possible de se fonder sur les données scientifiques et les connaissances pour définir des critères de durabilité dans le cadre des outils dans le secteur, à l'image

du Guide OCDE-FAO pour des filières agricoles responsables (OECD and FAO, 2016) et du Code de conduite de l'Union européenne pour des pratiques entrepreneuriales et commerciales responsables dans le cadre de la stratégie «de la ferme à la table» (European Commission, 2021a). La nouvelle stratégie de la FAO concernant les sciences et l'innovation permettra d'engendrer des effets plus importants à l'échelle nationale grâce à une meilleure utilisation de ces ressources. Mentionnons deux autres innovations mesurables suivant l'approche «de la ferme à la table» qui peuvent être transposables à la région Europe et Asie centrale: les dérogations, utilisées dans le droit de la concurrence afin de favoriser les accords en matière de durabilité des organisations de producteurs (ENRD, 2022b); et le financement (accompagné d'un renforcement des capacités de vulgarisation) aux fins de l'adoption à plus grande échelle de l'agriculture à faible émission de carbone (ENRD, 2022a). Ces deux innovations sont mises au point dans le cadre de grands programmes de consultations et il est fondamental d'échanger à ce sujet pour l'introduction des changements grâce à la coopération des parties prenantes.

38. En raison des perturbations causées par la pandémie de covid-19 et par le conflit en Ukraine, des besoins considérables ont émergé pour la relance économique, offrant ainsi des possibilités en matière de politiques territoriales relatives aux systèmes agroalimentaires à l'échelle locale et nationale. Celles-ci peuvent favoriser la coopération par le dialogue et un développement qui soit fondé sur des besoins transversaux équilibrés sur le plan de l'âge et du genre, confirmés et examinés à l'aide de techniques de consultation ascendantes et axées sur des éléments concrets.

39. Le renforcement des capacités et de la connaissance des producteurs, des transformateurs et des consommateurs par les échanges et la création de réseaux d'information aide tout le monde à faire des choix durables. Les outils d'évaluation des systèmes alimentaires fournissent aussi des éléments concrets et des données très utiles à l'échelle des pays afin de concrétiser les synergies et d'interpréter les équilibres à trouver. Dans la région, plusieurs pays¹² utilisent des méthodes et des outils d'évaluation afin de mettre au point des descriptifs de leur systèmes alimentaires qui fourniront un aperçu des principaux facteurs, de la situation et des résultats à un moment donné¹³.

IV. Recommandations à l'intention de la FAO et des Membres:

40. Compte tenu de ce qui précède, les recommandations ci-après se fondent sur les conclusions et sur l'évaluation des principaux facteurs de changement conformément au Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO, au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et aux priorités régionales. Les feuilles de route nationales, en tant que vecteurs de transformation, offrent de précieuses possibilités.

4.1 La Conférence régionale est invitée à exhorter les Membres à prendre les mesures suivantes:

- **Affirmer l'importance cruciale d'agir en coordination et d'investir dans les quatre accélérateurs que sont les technologies, l'innovation, les données et les compléments (gouvernance, capital humain et institutions) afin de rendre les systèmes agroalimentaires plus durables, en vue de la réalisation du Programme 2030.**

Ces accélérateurs favoriseront des progrès plus rapides, contribueront à la modernisation constante et à l'efficacité des systèmes agroalimentaires, et optimiseront les perspectives de contribuer aux ODD.

¹² La liste des États membres de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire est disponible à l'adresse suivante: <http://www.bsec-organization.org/member-states>.

¹³ Pour en savoir plus, consulter la page à l'adresse <https://www.fao.org/support-to-investment/our-work/projects/evaluation-des-systemes-alimentaires/fr/>, le rapport 2016 du Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition, et le rapport 2017 du Groupe d'experts de haut niveau du CSA sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

- **Continuer de faciliter la coopération entre les diverses parties prenantes et entre les secteurs afin de donner suite aux conclusions du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, et s’engager à apporter leur soutien aux actions à l’échelle nationale, régionale et locale, y compris à la mise en œuvre des feuilles de route nationales.**

Les Membres devraient s’inspirer des processus de consultations nationales et de la mise en œuvre des feuilles de route nationales et se préparer à un engagement constant, notamment envers les priorités de la FAO dans la région au titre de son Cadre stratégique 2022-2031 et le processus de suivi et d’examen des mesures découlant du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, prévu à l’automne 2023.

- **Travailler main dans la main à la résolution des difficultés communes touchant aux systèmes agroalimentaires dans la région, notamment à l’aide de plateformes et d’instruments multilatéraux.**

Certains enjeux agroalimentaires sont d’ordre régional, car ils concernent de nombreux pays et peuvent être transfrontières par essence, par exemple les problématiques relatives à la santé, à l’environnement, aux échanges, à l’approvisionnement alimentaire, au genre, à l’âge, à l’inclusion et aux petites exploitations. Les Membres devraient participer à des échanges bilatéraux d’informations et aux mécanismes existants comme l’Organisation mondiale du commerce, le Codex Alimentarius, la Convention internationale pour la protection des végétaux, le Réseau d’experts du commerce agricole en Europe et en Asie centrale, les réunions ministérielles et les activités d’aménagement du territoire.

- **Continuer de recueillir et de partager des données et des éléments concrets afin d’éclairer les décisions et les mesures relatives aux politiques.**

Pour ce faire, les Membres devraient apporter de nouvelles solutions à des problèmes persistants à l’aide de données scientifiques et de connaissances. Il est aussi nécessaire de disposer d’éléments concrets pour comprendre les équilibres à trouver. Le fait de recourir à des données contribue à renforcer la collecte, le traitement et la transmission d’informations aux fins de la prise de décisions fondées sur des éléments concrets, ce qui nécessitera de renforcer les capacités à l’aide de partenariats.

- **Mesurer l’efficacité des systèmes agroalimentaires à l’aide de cibles et de résultats en matière de durabilité.**

L’élargissement de la méthode d’évaluation de la performance déclenchera et accélérera la concrétisation des promesses et des engagements porteurs de transformation dans toute la région Europe et Asie centrale. La mesure de la durabilité suppose d’examiner simultanément les multiples dimensions environnementale, économique et sociale, et de prendre acte et de comprendre les équilibres à trouver. La comptabilisation du coût réel incite aussi les décideurs à ne pas envisager la «valeur» du point de vue purement économique, mais aussi du point de vue de la nutrition, de la santé, et des valeurs sociales et environnementales.

- **Accroître la résilience grâce à l’investissement dans les exploitations de petite taille et familiales, et à la mise à niveau des systèmes agroalimentaires de façon à ce que ces derniers soient mieux à même de parer à toute éventualité, plus adaptables et plus autonomes.**

En matière de résilience, le passage de la théorie à la pratique à l’échelle nationale nécessite de se pencher principalement sur la relève et sur les nouvelles solutions à apporter aux nouveaux problèmes découlant de crises imprévues dans la région Europe et Asie centrale. L’accroissement de la résilience peut passer par des garanties publiques qui entraînent un effet de levier sur les investissements privés contribuant aux ODD. Les décideurs sont encouragés à viser l’autonomie comme objectif ultime, avec toutes les options, possibilités et priorités que celle-ci peut présenter.

- **S’engager à axer les interventions durables dans le domaine agroalimentaire sur la fourniture d’une alimentation saine, notamment par un changement des modes de production dans un souci d’accroître la disponibilité d’aliments d’origine végétale, tout en veillant attentivement à faciliter la transition nutritionnelle.**

Les avantages climatiques et sanitaires découlent d’un changement à long terme, à savoir un futur sans viande rouge, où la production et la consommation privilégiera les aliments d’origine végétale. La pandémie et les conditions climatiques extrêmes ont mis en exergue l’importance d’opérer la transition vers le stockage du carbone, la réduction des émissions et une alimentation saine et durable en vue de mettre un terme à toutes les formes de malnutrition, y compris l’obésité. Le financement des activités relatives au climat peut être exploité à des fins sanitaires tout en contribuant à la stratégie de la FAO relative au changement climatique. Afin de prendre ce virage, les politiques et les interventions doivent tenir compte de la question de l’accessibilité financière à une alimentation saine.

- **Travailler de façon intersectorielle afin d’offrir aux consommateurs un meilleur environnement alimentaire qui leur permette de choisir des denrées nutritives et de prendre des décisions éclairées s’agissant de leur alimentation.**

Les travaux collaboratifs contribuent à accélérer les politiques et les mesures dans les systèmes agroalimentaires visant à assurer une alimentation saine à l’échelle requise pour atteindre les ODD, mais aussi à améliorer les résultats sur le plan social, économique et environnemental. Une action collective de la part des décideurs, du secteur privé et des autres acteurs des systèmes agroalimentaires (dont le secteur commercial) peut favoriser et façonner un environnement alimentaire propice pour les consommateurs. Les synergies dans l’ensemble des systèmes alimentaires ajoutent aux efforts visant à améliorer la production, la nutrition, l’environnement et les conditions de vie.

- **Promouvoir des systèmes agroalimentaires durables à l’aide de solutions fondées sur la nature et de mesures de verdissement du secteur, notamment des investissements responsables, l’agroécologie, la bioéconomie, ainsi que l’atténuation des effets du changement climatique et l’adaptation à ce dernier.**

Le fait d’équilibrer notre façon d’utiliser, de produire et de consommer les denrées alimentaires place l’interface agriculture-environnement au premier plan. En vue de la réalisation du Programme 2030, le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires a donné naissance à des solutions et à des mesures novatrices, tandis que les textes du Comité de la sécurité alimentaire mondiale déjà négociés constituent une précieuse ressource pour les pays, notamment les principes pour un investissement responsable dans l’agriculture et les directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition.

- **Partager les expériences fructueuses et les meilleures pratiques qui se sont avérées essentielles pour veiller à ce que l’évolution des systèmes agroalimentaires contribue à accélérer la réalisation des ODD.**

Le réseautage et le transfert de connaissances concernant les expériences fructueuses et les évolutions relatives aux priorités nationales et aux mesures des feuilles de route nationales devraient concerner en priorité les accélérateurs et les mesures transversales favorables aux problématiques de l’inclusion, du genre et des jeunes.

- **Améliorer la viabilité sociale et favoriser l’inclusion au sein des systèmes agroalimentaires à l’aide de stratégies assurant une juste représentation des sexes et des générations, afin de garantir des moyens d’existence durables et équitables dans le secteur agroalimentaire.**

Les thèmes transversaux de la FAO que sont le genre, les jeunes et l’inclusion sont essentiels dans le cadre du principe ambitieux de ne laisser personne de côté. Les bilans des approches territoriales ont prouvé que celles-ci accélèrent la transformation des systèmes agroalimentaires en systèmes

plus inclusifs. Les systèmes alimentaires pourraient ainsi être mieux adaptés aux différentes réalités locales.

4.2 ***La Conférence régionale est invitée à demander à la FAO de prendre les mesures suivantes:***

- Continuer d'assister les Membres dans la mise en œuvre efficace du programme de transformation des systèmes alimentaires, y compris des accélérateurs visant à progresser plus rapidement et à optimiser les perspectives de contribution aux ODD.
- Aider les Membres et les acteurs des systèmes agroalimentaires à mettre en œuvre le Cadre stratégique 2022-2031, à répondre aux quatre priorités régionales et à mettre l'accent sur les accélérateurs, les thèmes transversaux et les stratégies et initiatives de l'Organisation.
- Faciliter le suivi du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, notamment en s'attaquant aux difficultés communes dans la région et en aidant les pays à mettre en œuvre leurs feuilles de route nationales, avec le concours du Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, basé à Rome, et des mécanismes régionaux pertinents.
- Continuer de collaborer avec les autres partenaires du système des Nations Unies dans le cadre de la coalition thématique régionale sur les systèmes alimentaires durables, à l'appui des actions régionales et nationales.

Références

- Beaumont, J., Lang, T., Leather, S. & Mucklow, C.** 1995. Report from the Policy Sub-Group to the Nutrition Task Force Low Income Project Team of the Department of Health – ScienceOpen. (also available at <https://www.scienceopen.com/document?vid=885827fb-0871-41d5-b562-8709bf679a87>).
- CFS.** 2014. *Principles for Responsible Investment in Agriculture and Food Systems*. (also available at <https://www.fao.org/3/au866e/au866e.pdf>).
- CFS.** 2021. *The CFS Voluntary Guidelines on Food Systems and Nutrition*. (also available at <https://www.fao.org/3/ne982en/ne982en.pdf>).
- Davis, B., Lipper, L. & Winters, P.** 2022. Do not transform food systems on the backs of the rural poor. *Food Security*. <https://doi.org/10.1007/s12571-021-01214-3>
- Djojoseparto, S., Kamphuis, C., Vandevijvere, S., Harrington, J., Poelman, M., Urban Accessibility and Social Inclusion, S.P. and P.H., & Leerstoel de Wit.** 2021. *The Healthy Food Environment Policy Index (Food-EPI): European Union.: An assessment of EU-level policies influencing food environments and priority actions to create healthy food environments in the EU*. Utrecht University.
- ENRD.** 2022a. Carbon Farming. In: *The European Network for Rural Development (ENRD) - European Commission* [online]. https://enrd.ec.europa.eu/carbon-farming_en
- ENRD.** 2022b. Sustainability Agreements in the agri-food supply chain. In: *The European Network for Rural Development (ENRD) - European Commission* [online]. https://enrd.ec.europa.eu/sustainability-agreements-agri-food-supply-chain_en
- EUFIC.** 2006. The Factors That Influence Our Food Choices. In: *Food Facts for Healthy Choices* [online]. <https://www.eufic.org/en/healthy-living/article/the-determinants-of-food-choice>
- European Commission.** 2019. COMMUNICATION FROM THE COMMISSION TO THE EUROPEAN PARLIAMENT, THE EUROPEAN COUNCIL, THE COUNCIL, THE EUROPEAN ECONOMIC AND SOCIAL COMMITTEE AND THE COMMITTEE OF THE REGIONS The European Green Deal. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1576150542719&uri=COM%3A2019%3A640%3AFIN>
- European Commission.** 2021a. EU Code of Conduct on Responsible Food Business and Marketing Practices. In: *Food Safety* [online]. https://ec.europa.eu/food/horizontal-topics/farm-fork-strategy/sustainable-food-processing/code-conduct_en
- European Commission.** 2021b. Political agreement on new Common Agricultural Policy. In: *European Commission - European Commission* [online]. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_21_2711
- European Commission.** 2022a. *Helping rural Europe become Fit for 55*. (also available at https://enrd.ec.europa.eu/sites/default/files/enrd_publications/enrd_helping_rural_europe_become_fit_for_55_policy_insight.pdf).
- European Commission.** 2022b. *InvestEU offers improved investment choices for CAP Managing Authorities*. (also available at https://enrd.ec.europa.eu/sites/default/files/enrd_publications/enrd_investeu_offers_improved_investment_choices_for_cap_managing_authorities_policy_insight.pdf).
- European Commission.** forthcoming. *European Network for Rural Development Policy Insight: Deploying data as digital soil*
- European Environment Agency.** 2021. *Water and agriculture: towards sustainable solutions*. LU, Publications Office. (also available at <https://data.europa.eu/doi/10.2800/73735>).
- FAO.** 2015. *Incentives for Ecosystem Services: Supporting the transition to Sustainable Food Systems*. (also available at <https://www.fao.org/3/i4702e/i4702e.pdf>).

- FAO.** 2016a. *Plates, pyramids, planet: Developments in national healthy and sustainable dietary guidelines: a state of play assessment*. FAO. (also available at <https://www.fao.org/3/I5640E/i5640e.pdf>).
- FAO.** 2016b. *Developing gender sensitive chains: a guiding framework*. Rome, FAO.
- FAO.** 2017. Decent Rural Employment. Toolbox. In: *Policy Support and Governance Gateway* [online]. <https://www.fao.org/policy-support/tools-and-publications/resources-details/en/c/472545/>
- FAO.** 2019a. *FAO support to land consolidation in Europe and Central Asia during 2002-2018 - Experiences and way forward*. (also available at <https://www.fao.org/3/CA3184EN/ca3184en.pdf>).
- FAO.** 2019b. *The Hand-in-Hand Initiative*. Briefing note for Member States edition
- FAO.** 2020a. FAO Regional Conference for Europe (ERC). In: *Food and Agricultural Organization of the United Nations* [online]. <https://www.fao.org/about/meetings/erc32/en/>
- FAO.** 2020b. *Empowering smallholders and family farms in Europe and Central Asia*. FAO. <https://doi.org/10.4060/ca9586en>
- FAO.** 2020c. *Report of the Thirty-second Session of the FAO Regional Conference for Europe*. (also available at <https://www.fao.org/3/ne289en/ne289en.pdf>).
- FAO.** 2020d. *Agroecology in Europe and Central Asia - An overview*. FAO. <https://doi.org/10.4060/ca8299en>
- FAO.** 2020e. *Solutions for Youth, Employment and Developing Rural Areas in relation to the United Nations Decade of Family Farming*. Thirty-second Session of the FAO Regional Conference for Europe. (also available at <https://www.fao.org/3/nc486en/nc486en.pdf>).
- FAO.** 2021a. *The Director-General's Medium Term Plan 2022-25 and Programme of Work and Budget 2022-23*. Forty-second Session of the Conference. (also available at <https://www.fao.org/3/ne576en/ne576en.pdf>).
- FAO.** 2021b. *Green and climate-resilient agriculture*. (also available at <https://www.fao.org/3/cb6978en/cb6978en.pdf>).
- FAO.** 2021c. *Strategic Framework 2022–31*. 40 pp. (also available at <https://www.fao.org/3/ne577en/ne577en.pdf>).
- FAO.** 2021d. *Background Note - Session 7 - Nature-based solutions in Europe and Central Asia – Regional Priority 3*. Informal Consultation for Europe and Central Asia. (also available at https://www.fao.org/fileadmin/user_upload/reu/europe/documents/events2021/IC/ensessions/bg7_en.pdf).
- FAO.** 2021e. *Better production to increase access to diverse and nutritious food*. (also available at <https://www.fao.org/3/ni011en/ni011en.pdf>).
- FAO.** 2021f. *Territorial approaches and community development to drive local change and prevent all forms of malnutrition*. Forty-second Session of the European Commission on Agriculture. (also available at <https://www.fao.org/3/nh846en/nh846en.pdf>).
- FAO.** 2022a. Green Agriculture Platform. In: *FAO Regional Office for Europe and Central Asia* [online]. [Cited 25 March 2022]. <https://www.fao.org/europe/knowledgesharing/greenagricultureplatform/en/>
- FAO.** 2022b. *Ukraine: Note on the impact of the war on food security in Ukraine: 25 March 2022*. Rome, Italy, FAO. 14 pp. <https://doi.org/10.4060/cb9171en>
- FAO.** 2022c. *Sustainable Food Value Chains for Nutrition: A practical approach for transforming food systems for healthy diets in ECA*. FAO Thirty-third session of the FAO Regional Conference for Europe

- FAO.** 2022d. *Assessment of the impact of COVID-19 on agrifood systems in the Western Balkans – Regional Synthesis Report*. (also available at https://seerural.org/wp-content/uploads/2022/01/Regional-Synthesis-Report_final.pdf).
- FAO.** 2022e. About the Agricultural Trade Expert Network. In: *FAO Regional Office for Europe and Central Asia* [online]. <https://www.fao.org/europe/regional-initiatives/iatmi/contact/about/en/>
- FAO.** 2022f. *Advancing gender equality in the region: update on the progress made*. Forty-second Session of the European Commission on Agriculture. (also available at <https://www.fao.org/3/ni034en/ni034en.pdf>).
- FAO.** 2022g. *The importance of Ukraine and the Russian Federation for global agricultural markets and the risks associated with the current conflict*. (also available at <https://www.fao.org/3/cb9236en/cb9236en.pdf>).
- FAO.** forthcoming. *Food policy, rural development and gender equality in Eastern Europe, Caucasus and Central Asia: current trends and the impact of the COVID-19 pandemic International Forum. Summary and recommendations*
- FAO, WFP, UNECE, UNICEF, WHO, & WMO.** 2021. *Regional Overview of Food Security and Nutrition in Europe and Central Asia 2020*. FAO, WFP, UN, UNICEF, WHO and WMO. <https://doi.org/10.4060/cb3849en>
- FAO & WHO.** 2014. *Conference Outcome Document: Framework for Action*. Second International Conference on Nutrition. Rome, FAO. (also available at <https://www.fao.org/3/mm215e/mm215e.pdf>).
- FAO & WHO.** 2019. *Sustainable healthy diets: guiding principles*. Rome, FAO. (also available at <http://www.fao.org/3/ca6640en/ca6640en.pdf>).
- Flores, M. & Rivas, J.** 2017. Cash Incentives and Unhealthy Food Consumption. *Bulletin of Economic Research*, 69(1): 42–56. <https://doi.org/10.1111/boer.12085>
- Global Program on Nature-Based Solutions for Climate Resilience.** 2022. Embracing Nature to Strengthen Climate Resilience. In: *Global Program on Nature-Based Solutions for Climate Resilience* [online]. <https://naturebasedsolutions.org/>
- Hendriks, S., Ruiz, A. de G., Acosta, M.H., Baumers, H., Galgani, P., Mason-D’Croz, D., Godde, C. et al.** 2021. The True Cost and True Price of Food. : 42.
- HLPE.** 2017. *Nutrition and food systems. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security, Rome*. (also available at <https://www.fao.org/3/i7846e/i7846e.pdf>).
- IISD.** 2018. Generation 2030: Agroecology: A Tool to End Poverty and Achieve Equality. In: *SDG Knowledge Hub* [online]. <https://sdg.iisd.org:443/commentary/generation-2030/agroecology-a-tool-to-end-poverty-and-achieve-equality/>
- ILO.** 2021. *2020 third-party monitoring of child labour and forced labour during the cotton harvest in Uzbekistan*. (also available at https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---ilo-washington/documents/projectdocumentation/wcms_767756.pdf).
- Issue-based Coalition on Sustainable Food Systems.** 2021. *Specific food system challenges and priorities in the Europe and Central Asia region to be considered when transforming food systems and improving sustainability*. (also available at <https://unece.org/sites/default/files/2021-08/Specific%20Food%20System%20Challenges%20and%20Priorities%20in%20the%20ECA%20region.pdf>).
- ITU & FAO.** 2021. *Digital excellence in agriculture in Europe and Central Asia*. Geneva, Switzerland.
- Kazatchkine, M.** 2022. Ukrainian war: an economic crisis in Eastern Europe and Central Asia will lead to a health crisis. *BMJ*: o793. <https://doi.org/10.1136/bmj.o793>

- OECD.** 2021. Making Better Policies for Food Systems. In: *OECD* [online].
<https://www.oecd.org/publications/making-better-policies-for-food-systems-ddfba4de-en.htm>
- OECD & FAO.** 2016. *OECD-FAO Guidance for Responsible Agricultural Supply Chains*. Paris, OECD Publishing. 90 pp. <https://doi.org/10.1787/9789264251052-en>
- UNDP.** 2021. *Reorienting Agricultural Production for a Healthier Planet: Agriculture for Food in Eastern Europe and Central Asia, and its Environmental Impact*
- UNEP.** 2021. Emissions Gap Report 2021. In: *UNEP - UN Environment Programme* [online].
<http://www.unep.org/resources/emissions-gap-report-2021>
- UNFSS.** 2021a. *Serbia: National Pathways for Food Systems Transformation*. (also available at <https://summitdialogues.org/wp-content/uploads/2021/09/SERBIA-National-Pathways-for-Food-Systems-Transformation.pdf>).
- UNFSS.** 2021b. *The vision of the development of the agro-industrial complex Of the Republic of Kazakhstan until 2030*. (also available at https://summitdialogues.org/wp-content/uploads/2021/09/Pathway_Kazakhstan.docx).
- UNFSS.** 2021c. *Italy Towards Sustainable Food Systems: National Pathway Document for the UN Food Systems Summit*. (also available at <https://summitdialogues.org/wp-content/uploads/2021/09/National-Pathway-Italy.pdf>).
- UNFSS.** 2022. Member State Dialogue Convenors and Pathways. In: *Food Systems Summit Dialogues* [online]. <https://summitdialogues.org/overview/member-state-food-systems-summit-dialogues/convenors/>
- World Bank.** 2020. Rural population (% of total population) - Europe & Central Asia. In: *World Bank Data* [online]. <https://data.worldbank.org/indicator/SP.RUR.TOTL.ZS?locations=Z7>
- World Bank.** 2022a. Climate Change in Europe and Central Asia. In: *World Bank* [online].
<https://www.worldbank.org/en/region/eca/brief/climate-change-in-europe-and-central-asia>
- World Bank.** 2022b. Global Economic Prospects. In: *World Bank* [online].
<https://www.worldbank.org/en/publication/global-economic-prospects>